

On me dit que beaucoup de ces agriculteurs vendent leurs valeurs disponibles et abandonnent leur ferme pour se chercher un travail qui leur permette de survivre. Beaucoup d'entre eux s'efforcent de vendre leur terre et, n'y parvenant pas, ils l'abandonnent à cause des impôts. Un agriculteur ne peut pas survivre à cause de la hausse constante du prix des machines, des réparations, des impôts et des taux d'intérêt; cependant, le discours du trône ne prévoit rien pour aider les agriculteurs de l'Ouest. En fait, les modifications apportées à la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et de la loi sur le crédit agricole resserreront l'étau coûts-prix en permettant aux taux d'intérêt de monter encore davantage.

Dans les programmes agricoles, on a mis l'accent sur la productivité, sur la productivité réelle et sur la substitution du capital au travail. En agriculture, contrairement à ce qui se passe dans les autres industries, la production est très dispersée et difficile à contrôler. L'agriculture vise à un maximum de productivité, afin de justifier l'augmentation des investissements et la hausse des prix. Mais lorsque la production dépasse la demande, les prix fléchissent, ce qui retarde l'apparition des avantages économiques devant découler d'une technologie améliorée.

Le livre récent intitulé: Production agricole —Canada 1968, et publié par le ministère canadien de l'Agriculture, fait voir que les perspectives de l'agriculteur sont sinistres. Qu'il me soit permis de vous en citer quelques passages:

LE BLÉ

Les prix, qui sont actuellement inférieurs à ceux de l'an dernier, devraient se maintenir, pendant le reste de la campagne actuelle, aux niveaux inférieurs du barème prévu dans l'Accord international sur les grains. Dans des conditions moyennes, il suffirait de cultiver une superficie moins étendue qu'en 1967 pour produire toutes les denrées nécessaires à la demande prévue pour 1968-1969.

Mais qu'est-il arrivé? Nous avons une superficie accrue, mais des pressions sont exercées sur l'accord international sur les grains par suite de l'application d'une méthode de rajustement des catégories et de l'adoption d'un prix inférieur à celui qui est fixé par l'accord.

AVOINE

Les approvisionnements d'avoine en 1967-1968 étaient d'environ 20 p. 100 inférieurs à la dernière moyenne quinquennale. L'abondante récolte de maïs aux États-Unis en 1967 et la tendance vers une plus grande consommation d'aliments hautement énergétiques empêcheront peut-être les prix de l'avoine de monter sensiblement. Pour maintenir nos stocks, il faudra accroître la superficieensemencée en avoine.

ORGE

Les prix étaient inférieurs en 1967 à ceux de l'année précédente et continueront probablement à l'être par rapport au niveau de 1966. Étant donné la concurrence des autres céréales de provende, les récoltes d'orge augmentant plus rapidement que celles d'avoine, il semblerait justifié d'ensemencer plus d'orge que d'avoine en 1968.

GRAINE DE COLZA

Le prix de la graine de colza a baissé au début de 1967-1968 et il restera sans doute relativement bas pour le reste de la campagne en cours. A cause d'un marché intérieur en voie d'expansion et d'un marché d'exportation stable, la superficie cultivée devrait pouvoir se maintenir ou augmenter légèrement.

PORCS

On prévoit que le prix des porcs abattus en 1968, au Canada comme aux États-Unis, sera inférieur en moyenne aux chiffres élevés atteints en 1967. Au Canada, les prix ne monteront vraisemblablement pas beaucoup avant l'automne 1968.

Par suite de la diminution de la prime que le gouvernement accordait au bacon de première qualité, le prix a encore baissé.

BÉTAIL

En 1968 le marché du bétail restera probablement identique ou légèrement supérieur à celui de 1967 et on s'attend à ce que les prix demeurent plus élevés que les prix d'exportation équivalents aux États-Unis.

● (3.40 p.m.)

L'abolition de la ferme familiale traditionnelle intéresse au plus haut point chacun d'entre nous. Partout sur la ferme, les coûts augmentent de façon constante et rapide, tandis que le rendement des produits agricoles est resté stable ou a fléchi. Tel est le problème majeur auquel doit faire face le secteur de l'agriculture.

Les investissements qu'exige une ferme actuellement ne donnent pas un rendement qui permette une comparaison favorable avec les autres industries. Résultat: les jeunes ne sont pas incités à se lancer dans l'agriculture à cause du capital élevé qu'elle exige et du rendement très faible qu'on en tire. À l'heure actuelle, l'âge moyen de l'exploitant d'une ferme est de 57 ans, ce qui place non seulement la ferme familiale mais toute l'industrie elle-même dans une position incertaine et des plus graves.

Quelles mesures entend prendre le gouvernement pour ces gens qui sont forcés d'abandonner leur mode de vie? Leur fournira-t-il du travail? Va-t-il les former et les adapter à un autre gagne-pain, ou ces gens devront-ils recourir à l'assistance sociale? Et croyez-moi, monsieur l'Orateur, plusieurs ont affirmé qu'ils seraient peut-être acculés à cette solution. Le discours du trône ne propose aucun remède à cet important problème qui préoccupe de plus en plus non seulement mon propre comté mais aussi toutes les provinces des Prairies.